

2° offrir un accueil actif à tous les élèves et à leurs parents qui, en raison de la pandémie du coronavirus, peuvent avoir certains besoins qui n'ont pas encore été satisfaits. Les élèves et leurs parents sont libres d'accepter ou non cette offre ;

3° la mise en œuvre du suivi des contacts dans les écoles et les internats.

§ 2. Le montant de 14 141 183 euros est réparti entre les centres d'encadrement des élèves en fonction de leur part dans le nouvel encadrement tel que calculé conformément aux articles 40 et 41 du décret du 27 avril 2018 relatif à l'encadrement des élèves dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire et dans les centres d'encadrement des élèves.

§ 3. L'utilisation des moyens telle que reprise au paragraphe 1^{er} est surveillée par les centres d'encadrement des élèves. Les services compétents du Ministre flamand compétent pour l'enseignement établissent le cadre de surveillance, après avoir consulté les représentants des réseaux-centres des centres d'encadrement des élèves.

CHAPITRE 5. — Dispositions finales

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1 septembre 2021. Les articles 2, 3, 4 et 5 cessent de produire leurs effets le 31 août 2023.

Art. 11. Le ministre flamand ayant l'enseignement et la formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 novembre 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-être des animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/205906]

9 DECEMBRE 2021. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 22 décembre 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone concernant l'utilisation de SURE (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 22 décembre 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone concernant l'utilisation de SURE.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 9 décembre 2021.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,

P. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des Chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2021-2022.

Documents du Parlement wallon 703 (2021-2022) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 8 décembre 2021.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/205906]

9. DEZEMBER 2021 — Dekret zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 22. Dezember 2020 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Bezug auf die Anwendung von SURE (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Einzigster Artikel - Das Zusammenarbeitsabkommen vom 22. Dezember 2020 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Bezug auf die Anwendung von SURE wird gebilligt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 9. Dezember 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

P. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—————
Fußnote

(1) Sitzung 2021-2022.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 703 (2021-2022) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 8. Dezember 2021.

Diskussion

Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/205906]

9 DECEMBER 2021. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 22 december 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap inzake het gebruik van SURE (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Enig artikel. Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 22 december 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap inzake het gebruik van SURE.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 9 december 2021.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

P. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2021-2022.

Stukken van het Waalse Parlement 703 (2021-2022) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 8 december 2021.

Bespreking.

Stemming.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/22665]

2 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 juin 2018 relatif aux primes visant à favoriser la formation en alternance et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2020 instaurant une prime de relance pour l'engagement d'un demandeur d'emploi

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 23 juin 2017 relative aux aides à l'emploi accessibles en Région de Bruxelles-Capitale, les articles 32 et 33 ;

Vu la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, articles 58 et 59;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 juin 2018 relatif aux primes visant à favoriser la formation en alternance ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2020 instaurant une prime de relance pour l'engagement d'un demandeur d'emploi ;

Vu le test genre réalisé le 2 juillet 2021 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juillet 2021 ;

Vu l'avis du Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 9 septembre 2021 ;

Vu l'avis du Comité de gestion d'Actiris, donné le 9 septembre 2021 ;

Vu l'avis 70.320/1 du Conseil d'Etat, donné le 16 novembre 2021 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Emploi ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 juin 2018 relatif aux primes visant à favoriser la formation en alternance*

Article 1^{er}. Dans l'article 1, 6^o de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 juin 2018 relatif aux primes visant à favoriser la formation en alternance, le *b*) est abrogé.

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 2, il est instauré, pour tout stage résultant d'un contrat visé à l'article 1^{er}, 3^o, entamé entre le 1^{er} septembre 2021 et le 30 juin 2022 ainsi que pour tout stage d'un parcours visé à l'article 26/2 du décret flamand du 16 mars 2012 relatif à la politique d'aide économique entamé entre le 1^{er} septembre 2021 et le 30 juin 2022 au sein d'une entreprise agréée conformément à l'article 7 du décret flamand du 10 juin 2016 réglant certains aspects des formations en

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/22665]

2 DECEMBER 2021. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 juni 2018 betreffende de premies om de alternerende opleiding te stimuleren en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2020 tot invoering van een relancepremie voor de aanwerving van een werkzoekende

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 23 juni 2017 betreffende de tewerkstellingssteun in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikelen 32 en 33;

Gelet op de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, artikelen 58 en 59;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 juni 2018 betreffende de premies om de alternerende opleiding te stimuleren;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2020 tot invoering van een relancepremie voor de aanwerving van een werkzoekende;

Gelet op de gendertest, uitgevoerd op 2 juli 2021;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 juli 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 9 juli 2021;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 9 september 2021;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van Actiris, gegeven op 9 september 2021;

Gelet op advies nr. 70.320/1 van de Raad van State, gegeven op 16 november 2021, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Werk;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 juni 2018 betreffende de premies om de alternerende opleiding te stimuleren*

Artikel 1. In artikel 1, 6^o, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 juni 2018 betreffende de premies om de alternerende opleiding te stimuleren, wordt de bepaling onder *b*) opgeheven.

Art. 2. In hetzelfde besluit, wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidende:

"In afwijking van artikel 2 wordt voor elke in artikel 1, 3^o bedoelde stage die voortvloeit uit een overeenkomst die aangevat wordt tussen 1 september 2021 en 30 juni 2022 alsook voor elke stage van het traject bedoeld in artikel 26/2 van het Vlaams decreet van 16 maart 2012 betreffende het economisch ondersteuningsbeleid die aangevat wordt tussen 1 september 2021 en 30 juni 2022 binnen een overeenkomstig artikel 7 van het Vlaams decreet van 10 juni 2016 tot regeling van bepaalde